

LA LOI ANTI-« FAKE NEWS » CONTESTÉE

- Les députés ont commencé à examiner jeudi après-midi les textes relatifs aux fausses informations.
- Un dispositif qui fait débat.

Les Echos · 8 giugno 2018 · Marina Alcaraz @marina_alcaraz

Les députés ont commencé à examiner les textes pour lutter contre les fausses informations, en particulier en période électorale. Un dispositif qui fait débat.



C'est une loi controversée que les députés ont commencé à examiner à partir de ce jeudi après-midi. Le dispositif législatif sur les « fake news » – ou plus exactement les propositions de loi relatives à la lutte contre la manipulation de l'information –, voulu par Emmanuel Macron, vise à empêcher les campagnes de désinformation à grande échelle sur Internet.

La disposition phare concerne les fausses informations en période électorale. Juste avant son passage devant l'Hémicycle, ce texte prévoit que trois mois avant des élections (hors locales), lorsque de fausses informations « de nature à altérer la sincérité du scrutin » sont diffusées « de mauvaise foi, de manière artificielle ou automatisée et massive par le biais d'un service de communication au public en ligne », le juge des référés peut en quarante-huit heures faire cesser leur diffusion.

Une définition critiquée

Le texte vise en particulier les robots. « Il englobe les plates-formes et les éditeurs, mais, dans la pratique, les médias ne devraient pas être concernés », note Nathalie Mallet-Poujol, directrice de recherche au CNRS.

La définition de « fausse information » a été pointée du doigt à plusieurs reprises. Celle-ci a ainsi été modifiée dans un amendement déposé cette semaine par la rapporteure de la commission des Lois, Naïma Moutchou. Il s'agit d'une « allégation ou interprétation d'un fait inexacte ou trompeuse ». Naïma Moutchou a rappelé les exemples de « fake news » au moment de la campagne présidentielle américaine ou plus récemment française. Mais le

dispositif suscite l'inquiétude de nombreux observateurs, juristes, médias et politiques. Près de 240 amendements ont été déposés.

Une des principales critiques porte sur l'intérêt de ces textes. « Les conditions – le caractère massif, automatisé, etc. – sont tellement restrictives qu'il n'y aura que peu de cas concernés », souligne Nathalie Mallet-Poujol. « La loi de 1881 sur la presse prévoit déjà des procédures accélérées en période électorale, que l'on aurait pu utiliser », ajoute Basile Ader, vice-bâtonnier de Paris et spécialiste du droit des médias.

Surtout, « le juge des référés risque de ne pas pouvoir statuer en quelques heures et de débouter le demandeur, ce qui risquerait de crédibiliser une information qui se révélerait fausse après », reprend l'avocat.

L'autre grande critique porte sur la coopération éventuelle des plates-formes, souvent étrangères. Même si la rapporteure a introduit un amendement obligeant les plates-formes à avoir un représentant légal en France, « celles-ci risquent de ne pas vouloir coopérer, invoquant le Premier amendement aux Etats-Unis », poursuit Basile Ader.

Débat « d'intérêt général »

Les autres dispositions du texte visant à davantage de transparence sont moins contestées. Ainsi, les plates-formes devront donner l'identité et le montant des rémunérations perçues pour la promotion de contenus d'information, liée à un débat « d'intérêt général ». Enfin, toute une partie du dispositif étend les pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel, notamment envers les chaînes étrangères, à l'image de RT (venu de Russie) qui a suscité la polémique et qu'Emmanuel Macron avait taxé d'« organe d'influence [...] de propagande mensongère ». Le CSA aura davantage de possibilités de refuser une convention d'une chaîne étrangère ou même de pouvoir la résilier si elle est contraire « aux intérêts fondamentaux de la nation », en tenant compte d'un faisceau d'éléments. En période électorale, le gendarme de l'audiovisuel pourra même ordonner la suspension d'une chaîne qui diffuserait de fausses informations.

Le texte, qui, une fois adopté par l'Assemblée, doit ensuite être examiné au Sénat, a vocation à être effectif avant les élections européennes de l'an prochain.